

ON PEUT GOUVERNER AUTREMENT

Un gouvernement qui accepterait de rompre avec les orientations libérales et productivistes de l'Union Européenne pourrait mener une politique agricole différente conforme à l'intérêt général. C'est l'objectif du Parti de Gauche.

Gouverner autrement c'est notamment :

► **une répartition plus juste des revenus, un réseau dense d'exploitations créateur d'emplois**

C'est possible, notamment par

- la sauvegarde et le renforcement des outils de gestion de la production et des marchés agricoles, permettant de garantir des prix rémunérateurs et stables,
- l'encadrement des pratiques commerciales de la grande distribution et l'établissement de prix minimum au producteur, au service d'une plus juste répartition de la valeur ajoutée dans les filières,
- la réorientation des aides de la PAC et l'abandon des références historiques, le plafonnement des aides par exploitation, un lien avec l'emploi
- la mise à niveau des prestations sociales
- l'aide aux jeunes paysans
- le maintien des services publics et de proximité dans les zones rurales

► **une alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement, avec une relocalisation de la production privilégiant les filières courtes**

C'est possible, notamment par :

- un moratoire sur la commercialisation et les cultures OGM
- l'interdiction des insecticides systémiques qui détruisent les insectes pollinisateurs.
- un soutien spécifique à l'agriculture paysanne, à l'agriculture biologique et aux pratiques solidaires (CUMA, coopérative d'utilisation du matériel agricole...)
- la réorganisation des circuits de distribution et la promotion des circuits courts

► **la solidarité internationale et non le libre-échange: pas d'utilisation des excédents pour faire du dumping sur le marché mondial, priorité au marché intérieur pour assurer la souveraineté alimentaire européenne grâce à une protection du marché communautaire**

C'est possible, notamment par :

- la protection des marchés agricoles européens par un tarif extérieur commun,
- la fin du dumping sur les marchés mondiaux et le respect de la souveraineté alimentaire, tant pour les pays du Nord que pour ceux du Sud.

le Parti de GAUCHE

Le Parti de Gauche (PG) s'est lancé en novembre 2008 en rassemblant des militants issus de tous les horizons de la gauche. Le PG veut redonner des perspectives à la gauche face à la crise du capitalisme et à la catastrophe sociale, écologique et démocratique qu'elle entraîne. Le PG est un outil pour battre la droite, conquérir la majorité politique et gouverner autour d'un programme républicain de dépassement de la logique capitaliste. Le PG propose la République Sociale fondée sur la souveraineté populaire. Il promeut une politique écologique basée sur un autre modèle de développement économique, social, environnemental à l'opposé du modèle productiviste. Son président est Jean-Luc Mélenchon.

► Agriculture

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

Alors que la France est la troisième puissance agricole du monde, son agriculture va mal : souffrance sociale pour les paysans, baisse de la qualité des aliments pour les consommateurs, dégradation de l'environnement pour tous.

Ce n'est pourtant pas une fatalité.

Notre pays a les moyens de faire autrement. Mais pour cela, il faut d'abord rompre avec l'idéologie libérale et productiviste qui domine la Politique Agricole Commune et l'Union Européenne.

Alors une autre politique agricole deviendrait possible, conforme à l'intérêt de la grande majorité des agriculteurs et de la masse de la population.

TRÈS INSUFFISANT !

Le Ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, a annoncé le 23 février dernier une certaine redistribution des soutiens à l'agriculture en faveur de l'élevage ovin, des élevages à l'herbe (avec un montant plus élevé pour les 50 premiers hectares), de l'agriculture biologique et des protéagineux. Pour la première fois le gouvernement de droite accepte l'idée d'aménager les aides à l'agriculture dans le sens d'une politique moins inégalitaire, plus respectueuse de l'environnement et au service de l'indépendance protéique de l'Europe.

Cela donne raison à tous ceux qui se battent en ce sens depuis de longues années. Mais il ne faut pas en être dupe. Ce petit pas en avant ne bouleversera pas la répartition des aides. Et il ne remet pas en cause la logique européenne de libéralisation des marchés qui conduit à des désastres économiques sociaux et environnementaux dans le domaine agricole.



Nom Prénom.....

Adresse

CP.....Ville Tél. Email

Je veux vous rejoindre Je verse un don de euros à l'ordre du Parti de Gauche

À retourner à : Parti de Gauche • 63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr

► IL FAUT CHANGER la PAC

L'actuelle Politique Agricole Commune menée par l'Union Européenne conduit à un triple échec : social, économique et environnemental.

► POUR LES PAYSANS, pauvreté et inégalité

La PAC actuelle est extrêmement inégalitaire. Malgré les réformes successives, 80% des aides continuent à bénéficier à seulement 20% des agriculteurs. Une très grande disparité de revenus existe entre les agri-managers et les autres : tandis que les céréaliers de la Beauce voyaient leurs revenus augmenter de 98% en 2007, ceux des éleveurs de l'Ariège baissaient de 28 à 59%. Dans le même temps, les outils de gestion des marchés destinés à garantir un prix stable et rémunérateur aux agriculteurs sont progressivement démantelés. Libre cours est donné à la grande distribution, principale bénéficiaire des variations de prix à la hausse ou à la baisse. Ainsi, depuis un an, les prix agricoles à la production s'effondrent alors que les prix payés par les consommateurs ne baissent pas, voire même augmentent.

Le productivisme agricole demande une surenchère de moyens techniques : machines, carburant, produits issus de l'industrie chimique. Les grainetiers internationaux instaurent un véritable impôt à la récolte avec leurs semences non-renouvelables. Pour survivre, le paysan doit s'engager dans une course à l'équipement que ses revenus trop faibles ne lui permettent plus de suivre. Alors que les revenus baissent, **l'endettement des agriculteurs explose** (83000 € en moyenne par exploitation). Les petits et moyens producteurs sont souvent obligés de cumuler une autre activité. Il est sans cesse plus difficile pour les jeunes de s'installer, pour les moins jeunes de faire évoluer ou simplement de conserver leur exploitation.

► POUR NOS CAMPAGNES, disparition des exploitations et désertification

La PAC cherche à réduire les effectifs de la profession paysanne. **Son but est clair : faire disparaître les petites exploitations, renforcer les multinationales.** Les mécanismes de la PAC encouragent donc une agriculture productiviste étroitement dépendante de

l'industrie du machinisme agricole, du prix des carburants, de l'industrie chimique, des semenciers, des cours sur les marchés mondiaux, des banques. Cette dépendance fragilise l'agriculture paysanne. **Seule une agriculture capitaliste dominée par les agri-managers peut durablement s'en sortir.** Ainsi les petites et moyennes exploitations sont de moins en moins nombreuses, l'agriculture paysanne recule. Au sein de la population française, c'est d'ailleurs parmi les agriculteurs que le nombre de suicides est le plus élevé.

La diminution constante du nombre d'exploitations agricoles **met en danger l'aménagement du territoire.** 32 millions d'hectares agricoles, 16 millions de forêts, les littoraux qui constituent notre patrimoine commun sont entretenus par moins de 3% de la population active. Les services disparaissent des campagnes parce qu'ils sont jugés peu rentables (ni médecin, ni dentiste, ni commerce de proximité ; les services publics, écoles, postes, hôpitaux et bientôt l'entretien des routes et les gendarmeries se raréfient). Certaines campagnes deviennent des déserts humains.

► POUR TOUS, l'alimentation et l'environnement dégradés

La PAC pousse à **un productivisme agricole désastreux pour l'environnement.** Les élevages surdimensionnés que l'Europe a incités favorisent les **épidémies** quels que soient les efforts des agriculteurs : vache folle, grippe aviaire, tremblante du mouton... Les pesticides, les engrais polluent les eaux, les abeilles sont décimées. Des maladies humaines liées à la «malbouffe» se développent. Ainsi Sarkozy a dû mettre en place un Plan de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole. La mise en concurrence des productions agricoles encouragée par l'Union Européenne débouche sur **une nourriture chère et souvent médiocre.** Le complexe agro-alimentaire, la grande distribution s'assurent une marge confortable sur le dos du producteur et du consommateur. Ils privilégient par exemple la production de masse des légumes du sud espagnol (main-d'œuvre misérable de saisonniers sans papiers, serres coûteuses en eau et en énergie) contre une production de qualité, en saison, produite à proximité des lieux de consommation. Les vins mélangés concurrencent les AOC. **C'est la course au profit au détriment de la qualité.**

► IL FAUT CHANGER d'Europe

Le contenu actuel de la PAC n'est pas un hasard. C'est la conséquence des orientations libérales qui dominent l'Union Européenne et qui ont été inscrites dans le marbre des traités européens. Oui **il est possible de construire une autre PAC.** Mais pour cela, **il est nécessaire de changer d'Europe.**

► L'agriculture victime du dogme du libre-échange

Les surplus agricoles européens sont utilisés comme une arme sur les marchés mondiaux, condamnant les agricultures vivrières des paysans du Tiers-monde. Pendant ce temps, la loi du libre-échange mondial fait arriver à Caen les pommes chinoises moins chères que les pommes normandes. Elle menace nombre de filières : les ovins français subissent la concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Le libre-échange mondial fait partie des objectifs officiels de l'Union Européenne (articles 10A et 157 du Traité de Lisbonne). Dans ce cadre, l'agriculture sert de **monnaie d'échange** dans les négociations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'Europe a déjà ouvert tous les marchés, en supprimant progressivement les contrôles et en abaissant les droits de douane. Les dirigeants de l'Union Européenne veulent en effet troquer la libéralisation du marché agricole européen contre l'ouverture des marchés des biens et des services dans les pays du Sud.

Ils satisfont ainsi les intérêts des multinationales européennes alléchées par les marchés du Sud, des grandes entreprises agroalimentaires et des secteurs agricoles les plus productifs, au détriment de l'agriculture paysanne européenne et du développement économique des pays du Sud.

► Le gouvernement français est d'accord

D'un côté le gouvernement français prétend qu'il veut protéger ses paysans. Mais de l'autre, il partage entièrement les objectifs libéraux de l'Union Européenne. **Le traité de Lisbonne qui entérine le libre-échange généralisé et limite le budget européen au détriment d'une politique agricole commune à la hauteur des besoins a été proposé par Nicolas Sarkozy lui-même.**

En outre, le gouvernement refuse de moduler les aides aux agriculteurs pour réduire les inégalités de revenu alors que la réforme de la PAC lui en donne le droit. Ce double discours est une véritable insulte aux électeurs. De plus **il fragilise la position de la France** accusée de protéger le lobby des gros agriculteurs alors que notre pays devrait être le fer de lance du combat européen pour une agriculture paysanne, de qualité et respectueuse de l'environnement.

UN FRONT DE GAUCHE pour changer d'Europe

Le Front de Gauche pour changer d'Europe a été initié par le Parti de Gauche et le PCF dans la perspective des élections européennes de juin prochain. Il est ouvert à toutes celles et ceux qui refusent le contenu actuel de la construction européenne et défendent une autre Europe sociale, démocratique, écologique, favorable à la paix. Le meeting de lancement du Front de Gauche se tiendra le 8 mars prochain à 14h30 au Zénith de Paris.

Soutenez, votez pour les listes du Front de gauche aux élections européennes du 7 juin prochain.